



BULLETIN

April 16, 2020

Revising the Calculation of the Qualifying Production Expenditure Limit for the Ontario Production Services Tax Credit (OPSTC) to include Remuneration

We are very pleased to advise that the provincial government's *Economic and Fiscal Update Act, 2020*, which received Royal Assent on March 25, 2020 revised the calculation of the Qualifying Production Expenditure Limit (QPE limit) for the Ontario Production Services Tax Credit (OPSTC). The purpose of the change was to include amounts paid to certain Ontario freelance labourers in the calculation of the QPE limit.

Previously, the method for calculating a production's QPE limit as set out in subsection 92 (5.1.2) of the *Taxation Act, 2007* included eligible wage expenditures for the salary and wages of the production company's employees, eligible service contract expenditures that related to salary and wages, and reimbursements for labour expenditures paid by the production company to its parent corporation. The wording excluded payments to freelance contractors who were not employees from being included in the calculation of the QPE limit.

Amendments to subsection 92 (5.1.2) of the *Taxation Act* were made so that eligible service contract expenditures related to remuneration can now be included in determining the QPE limit. The new rules for determining such remuneration are set out in new subsection 92 (5.1.3).

To summarize, in addition to wages paid to Ontario-based employees of the production company and reimbursements for Ontario labour expenditures paid by the production company to its parent corporation, the calculation of the QPE limit can also include certain payments made by the production company for services rendered in Ontario under a service contract to:

- Ontario-based individuals who are not employees both for their own labour and for the salaries and wages of their Ontario-based employees;
- Corporations for the salaries and wages of their Ontario-based employees;
- Corporations for which all issued and outstanding shares of capital stock (except directors' qualifying shares) belong to an Ontario-based individual and which principally provides that individual's services, for amounts attributable to services rendered by that individual; and
- Partnerships for services rendered by an Ontario-based partner and for the salaries and wages of the partnership's Ontario-based employees.

The purpose of this change was to allow certain amounts paid to Ontario freelance labourers to be included in the calculation of the QPE Limit for the OPSTC. The change is retroactive to the introduction of the QPE limit in 2015.

Applicants should review the legislation directly for further details. The OPSTC guidelines and other materials on the Ontario Creates website will be updated in the coming weeks.

For further information on Tax Credits & Financing Programs, please send an inquiry to: taxcredits@ontariocreates.ca

Tax Credits & Financing Programs

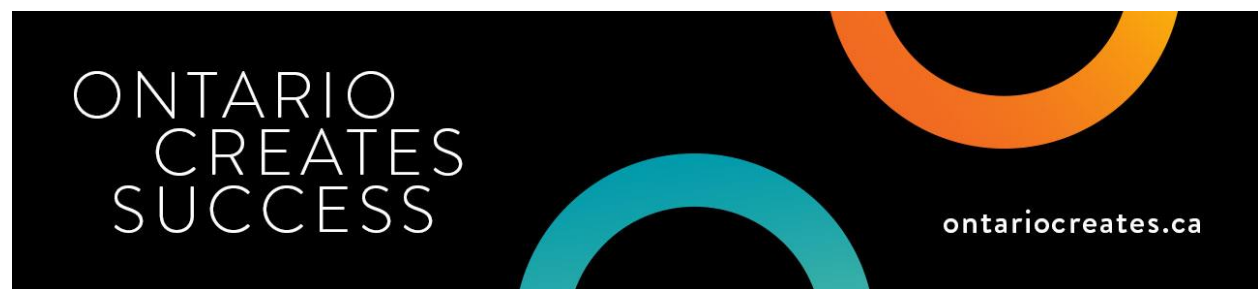
Ontario Creates

175 Bloor Street East | South Tower | Suite 501 Toronto | Ontario M4W 3R8

Main phone: 416-314-6858 | Fax: 416-314-6876

www.ontariocreates.ca

[Unsubscribe](#) from Ontario Creates email communications about programs, services and events.



Le 16 avril 2020

Révision du calcul du plafond des dépenses de production admissibles dans le cadre du crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production (CIOSP) afin d'inclure la rémunération

Nous avons le grand plaisir de vous informer que la *Loi de 2020 sur la mise à jour économique et financière* du gouvernement provincial, ayant reçu la sanction royale le 25 mars 2020, a révisé le calcul du plafond des dépenses de production admissibles (plafond des DPA) dans le cadre du crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production (CIOSP). Le but du changement était d'inclure les montants versés à certains manœuvres pigistes ontariens dans le calcul du plafond des DPA.

Auparavant, la méthode de calcul du plafond des DPA d'une production tel qu'établi au paragraphe 92 (5.1.2) de la *Loi de 2007 sur les impôts* incluait les dépenses admissibles en traitements et salaires des employés de la société de production, les dépenses admissibles en contrats de services qui se rapportent aux traitements et salaires, et les remboursements au titre

des dépenses de main-d'œuvre versées par la société de production à sa société mère. La formulation excluait du calcul du plafond des DPA les versements à des entrepreneurs pigistes qui n'étaient pas des employés.

Des modifications ont été apportées au paragraphe 92 (5.1.2) de la *Loi sur les impôts* afin que les dépenses admissibles en contrats de services qui se rapportent à la rémunération puissent désormais être incluses dans le calcul du plafond des DPA. Les nouvelles règles déterminant cette rémunération sont présentées dans le nouveau paragraphe 92 (5.1.3).

Pour résumer, outre les salaires versés aux employés domiciliés en Ontario de la société de production et les remboursements qu'elle verse à sa société mère au titre des dépenses de main-d'œuvre ontarienne, le calcul du plafond des DPA peut inclure certains paiements versés par la société de production au titre de services rendus en Ontario aux termes d'un contrat de services à :

- des particuliers domiciliés en Ontario qui ne sont pas des employés, aussi bien à l'égard de leur propre travail que des traitements et salaires de leurs employés domiciliés en Ontario;
- des sociétés à l'égard des traitements et salaires de leurs employés domiciliés en Ontario;
- des sociétés dont l'ensemble des actions du capital-actions émises et en circulation (exception faite des actions conférant l'admissibilité aux postes d'administrateurs) appartiennent à un particulier domicilié en Ontario et dont les activités consistent principalement à fournir les services de ce particulier, au titre de montants attribuables à des services rendus par le particulier;
- des sociétés de personnes au titre de services rendus par un de leurs associés domicilié en Ontario et à l'égard des traitements et salaires de leurs employés domiciliés en Ontario.

Le but de ce changement était de permettre, dans le cadre du CIOSP, l'inclusion de certains montants versés à des manœuvres pigistes ontariens dans le calcul du plafond des DPA. Le changement a un effet rétroactif à l'introduction du plafond des DPA en 2015.

Les auteurs de demande devraient consulter directement les dispositions législatives pour obtenir davantage de précisions. Les lignes directrices du CIOSP et les autres documents figurant sur le site Web d'Ontario Créatif seront mis à jour dans les semaines à venir.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les Programmes de crédits d'impôt et de financement, veuillez envoyer une demande à taxcredits@ontariocreates.ca.

Programmes de crédits d'impôt et de financement

Ontario Créatif

175, rue Bloor Est | tour Sud | bureau 501 Toronto | Ontario M4W 3R8

Téléphone (ligne principale) : 416 314-6858 | Télécopieur : 416 314-6876

www.ontariocreatif.ca

[Désabonnez-vous](#) du service de diffusion de courriels d'Ontario Créatif au sujet de ses programmes, services et activités.

L'ONTARIO
CRÉE LE
SUCCÈS

ontariocreatif.ca